

## Leçon 1.4 Aide à l'apprentissage



### Cadre juridique des opérations de maintien de la paix de l'ONU

Table des matières	Pages	Diapositives
Présentation de la leçon	1-2	–
Activité d'apprentissage obligatoire 1.4.1 : Expériences en matière de règles et de lois	2-4	–
Activité d'apprentissage facultative 1.4.2 : Droit international relatif aux droits humains	4-8	27-33
Activité d'apprentissage facultative 1.4.3 : Droit international humanitaire – Qui est protégé ?	8-16	34-53
<b>Évaluation de l'apprentissage</b>	<b>17-18</b>	<b>–</b>

#### Présentation de la leçon

Reprenez les diapositives d'ouverture pour présenter la leçon : objectifs, pertinence et résultats de l'apprentissage.

Le droit international contribue à légitimer et à rendre possible les opérations de maintien de la paix de l'ONU. Le Conseil de sécurité de l'ONU définit les mandats des opérations de paix de l'ONU, dans le cadre plus large du droit international.

Il existe différents types de droit international :

- Droit international relatif aux droits humains
- Droit international humanitaire
- Droit pénal international.

Les agents de maintien de la paix n'ont pas besoin de connaître toutes les dispositions du droit international relatifs aux opérations de maintien de la paix de l'ONU. Cependant, ils doivent connaître les points clés qui les concernent directement et qui sont abordés dans cette leçon.

Le sujet du droit international et son langage spécifique peut être décourageant pour les apprenants. Rappelez régulièrement les définitions des mots clés de la leçon.



**Conseils aux formateurs :** Vous pouvez préparer des supports visuels pour renforcer l'apprentissage. Présentez chaque mot-clé et sa définition sur des feuilles séparées de couleur différente et affichez-les au mur.

Si vous n'avez pas de papier de couleur, écrivez sur des feuilles de tableau de conférence avec des stylos de couleur. Pour impliquer davantage les apprenants, vous pouvez les rassembler en binômes ou en petits groupes. Attribuez à chaque groupe un mot-clé et une définition, ainsi que le matériel nécessaire à l'élaboration d'un graphique. Demandez aux apprenants de présenter la définition du mot attribué au moment où vous l'abordez dans la leçon.

La Charte des Nations Unies, les Conventions de Genève et leurs Protocoles additionnels, ainsi que la Charte internationale des droits de l'homme constituent trois sources de droit international auxquelles il est fait référence dans cette leçon et dans les leçons suivantes, y compris dans le Module 2. Pensez également à préparer des supports visuels pour afficher ces trois sources clés du droit international.

**Activité d'apprentissage obligatoire 1.4.1 : Expériences en matière de règles et de lois**

<b>Méthode</b>	Visuels, brainstorming	
<b>Objet</b>	Attirer l'attention des apprenants sur l'importance du droit international, en établissant un lien entre ce que le groupe connaît déjà et la manière dont les cadres juridiques réglementent les comportements	
<b>Temps imparti</b>	<b>5 à 10 minutes</b>	
	Présenter l'activité d'apprentissage et son objectif	1 min
	Poser des questions guides pour encourager le brainstorming	5 à 6 min
	Débriefing en mettant l'accent sur les messages clés à intégrer dans la leçon, passer à la partie suivante de la leçon	3 à 4 min
<b>Ressources</b>	Visuels, sélectionnés dans la presse actuelle ou sur Internet par le formateur ou les participants	
<b>Préparation</b>	Décidez de la manière dont vous souhaitez mener l'activité d'apprentissage, en plénière ou en groupes de table. Sélectionnez les supports visuels que vous souhaitez utiliser dans l'activité d'apprentissage. Rassemblez différentes images montrant des crimes et des comportements respectueux de la loi, ainsi que leurs conséquences (par exemple : incarcération, rassemblements pacifiques). Choisissez des images d'actualité que les apprenants	

	<p>pourront reconnaître ou qui auront du sens pour eux. Créez des diapositives avec ces images ou imprimez-les et distribuez-les aux groupes de table. Vous pouvez également créer une diapositive avec les questions d'orientation, en les mettant en forme pour qu'elles apparaissent une par une à mesure que vous avancez dans l'exercice.</p> <p>Décidez des messages clés que vous souhaitez souligner lors du débriefing.</p> <p>Préparez un tableau de conférence pour noter les points clés de la séance de brainstorming.</p>
<b>Consignes</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Formez des groupes de table et distribuez les séries d'images. Si vous faites l'exercice en séance plénière, préparez-vous à projeter les diapositives.</li> <li>2. Présentez l'activité et son objectif.</li> <li>3. Demandez aux participants de réfléchir à ces questions : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Quels sont les exemples de règles et de lois présentes dans les sociétés humaines ?</li> <li>• En quoi ces règles et ces lois sont-elles importantes ?</li> <li>• Que se passe-t-il dans les sociétés où les règles et les lois sont peu présentes voire inexistantes ?</li> <li>• Comment ces différentes réalités au sein des sociétés sont-elles liées et se comparent-elles au droit international ?</li> </ul> </li> <li>4. Projetez des images répondant aux questions.</li> <li>5. Commencez le brainstorming en reprenant la première question et en donnant un exemple de règles et de lois : s'arrêter aux feux de circulation, porter une ceinture de sécurité, ne pas voler, ne pas tuer, etc.</li> </ol>
<b>Débriefing</b>	<p>Soulignez l'importance des règles et des lois pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réguler et guider les comportements et fixer des limites</li> <li>• Protéger les droits humains et les libertés, y compris la vie</li> <li>• Faire régner et maintenir l'ordre dans la société, pour la sécurité collective</li> <li>• Faire en sorte que les personnes en position d'autorité ou de pouvoir répondent aux demandes de tous les citoyens</li> <li>• Garantir que les personnes obtiennent ce à quoi elles ont droit (par exemple, les services de l'État qui aident les personnes à satisfaire leurs besoins fondamentaux en matière de sécurité, de justice et de protection) et qu'elles bénéficient de l'égalité des chances pour évoluer dans leur vie.</li> </ul>

	<p>Au fur et à mesure que les réponses sont données, demandez aux apprenants de réfléchir à la manière dont les cadres juridiques réglementent le comportement entre les individus et les groupes dans une société, et le comportement entre les États.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Établissez des comparaisons entre le droit national et le droit international. Le droit national établit des normes pour réguler le comportement au sein d'une société spécifique. Le droit international sert le même objectif dans les relations entre les États.</li> <li>• Faites le lien avec les résultats de l'<i>Activité d'apprentissage 1.2.1 sur les expériences de conflit</i>. Lorsque les normes, les règles et les lois sont enfreintes, les effets sur les personnes et les communautés peuvent être dévastateurs.</li> </ul> <p>Utilisez les messages clés suivants pour faire le lien avec la <i>Leçon 1.4 Cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les règles et les lois servent à guider et à réguler les comportements.</li> <li>• Les règles et les lois régissent la conduite dans les situations de conflit violent.</li> <li>• La Charte des Nations Unies et le droit international s'appliquent.</li> <li>• Toutes les personnes, y compris les agents de maintien de la paix, sont tenues de respecter ces règles et ces lois.</li> <li>• De nombreuses leçons ultérieures de la formation de base préalable au déploiement font référence aux spécificités du droit international.</li> </ul>
<b>Activités complémentaires</b>	<p>Invitez les apprenants à trouver des images qui illustrent des exemples de règles et de lois respectées et enfreintes. Utilisez ces images comme base pour le brainstorming.</p>

**Activité d'apprentissage facultative 1.4.2 : Droit international relatif aux droits humains**

<b>Méthode</b>	Brainstorming	
<b>Objet</b>	Déterminer le niveau de connaissance des apprenants en matière de droits humains, afin de faire le lien avec cette partie de la leçon	
<b>Temps imparti</b>	<b>5 à 10 minutes</b>	
	Présenter l'activité et l'objectif, pour susciter l'attention des apprenants	1 min

	Poser des questions guides pour stimuler la réflexion, contributions	3 à 6 min
	Rappeler les messages clés et terminer l'activité	1 à 3 min
<b>Ressources</b>	Préparer des feuilles de tableau de conférence. Voir le support de débriefing approfondi après le tableau des activités d'apprentissage. Diapositives 27 à 33.	
<b>Préparation</b>	<p>La Leçon 2.3 du Module 2 aborde les droits humains plus en détail. Vous pouvez vous préparer en consultant à nouveau cette leçon. Cette leçon d'introduction au Module 1 se concentre spécifiquement sur le droit relatif aux droits humains en tant que partie du droit international appliqué au maintien de la paix. Gardez à l'esprit les résultats du brainstorming de cette activité d'apprentissage pour vous y référer lorsque vous aborderez la Leçon 2.3.</p> <p>Préparez trois feuilles de tableau de conférence. Sur chaque feuille, tracez un cercle et inscrivez à l'intérieur l'un des mots suivants : « Droits humains », « Exemples » et « Droit relatif aux droits humains ». Il s'agit d'une approche de brainstorming rapide. Gardez un rythme soutenu.</p> <p>Notez également vos propres réponses aux trois questions, les éléments d'une définition des droits humains, les exemples et le droit international qui s'y rapporte.</p>	
<b>Consignes</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Présentez l'activité. Chacun a sa propre vision des droits humains. Notez ce que les apprenants disent lors du brainstorming, en veillant à corriger respectueusement toute information inexacte, afin de ne pas décourager les apprenants de participer.</li> <li>2. Posez les trois questions d'orientation dans l'ordre suivant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• En quoi consistent les droits humains ?</li> <li>• Quels exemples de droits humains pouvez-vous citer ?</li> <li>• Qu'est-ce que le droit relatif aux droits humains ?</li> </ul> </li> <li>3. Si les participants répondent à la première question par des exemples de droits humains, identifiez-les comme des exemples et inscrivez-les sur la feuille correspondante. Attirez ensuite l'attention du groupe sur la <b>définition</b> des droits humains. Rappelez qu'il est important pour l'apprentissage de définir les droits humains, même si ce n'est pas facile.</li> <li>4. Quant à la deuxième question, qui consiste à demander des exemples de droits humains, préparez-vous à donner des exemples concrets tirés de votre propre liste : « Qu'en est-il de... ? » Peu d'apprenants ou de groupes seront capables d'identifier tous les droits humains.</li> <li>5. Pour la troisième question, attendez-vous à ce que les apprenants ne sachent pas encore répondre.</li> </ol>	

	<p>6. Suivez le support de débriefing pour conclure l'exercice.</p>
Débriefing	<p>Ne faites pas de débriefing du brainstorming tout de suite. Dites aux apprenants que vous reviendrez sur les points notés sur les feuilles après avoir abordé le contenu correspondant.</p> <p>Une fois que cela sera fait, revenez aux feuilles. Demandez aux apprenants ce qu'ils peuvent ajouter. Utilisez un stylo de couleur différente pour ajouter les nouveaux éléments.</p> <p>Assurez-vous que les points suivants figurent bien sur les listes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La Déclaration universelle des droits de l'homme</li> <li>• Les deux Pactes</li> <li>• Les traités spécialisés en matière de droits humains.</li> </ul> <p>Vérifiez qu'ils ont bien compris en expliquant les mots et les termes clés tels que « pacte » et « traité ».</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un <b>pacte</b> est un contrat ou un accord juridique</li> <li>• Un <b>traité</b> est un accord formellement conclu et ratifié entre des pays</li> <li>• <b>Ratifier</b> signifie rendre officiellement valide, signer ou donner un consentement formel à un traité, un contrat ou un accord.</li> </ul> <p>Tous ces termes ont pour caractéristique essentielle d'être <b>juridiquement contraignants</b> pour ceux à qui ils s'appliquent, c'est-à-dire les signataires.</p> <p>Posez une quatrième question pour clore l'activité : Comment le droit international relatif aux droits humains (DIDH) s'applique-t-il aux opérations de maintien de la paix de l'ONU ? Rappelez les trois points principaux :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le DIDH s'applique en temps de paix et en temps de guerre. Il s'applique à tous les êtres humains.</li> <li>2. Tous les agents de maintien de la paix doivent connaître les droits humains et appliquer activement ces connaissances lorsqu'ils sont déployés.</li> <li>3. Certains apprenants se sont peut-être sentis détachés ou déconnectés des droits humains dans le passé, mais la promotion et la protection des droits humains relèvent de la responsabilité de chaque membre du personnel de l'ONU et de chaque agent de maintien de la paix. Les droits humains influencent de nombreux aspects du travail de maintien de la paix, et nous espérons que les participants garderont ces nouvelles connaissances en mémoire pour l'avenir, au-delà du déploiement.</li> <li>4. Invitez les participants à consulter la Déclaration universelle des droits de l'homme et encouragez-les à la lire.  <a href="https://www.un.org/fr/about-us/universal-declaration-of-human-rights">https://www.un.org/fr/about-us/universal-declaration-of-human-rights</a> </li> </ol>

	Consultez les points de débriefing détaillés dans l'aide à cette activité d'apprentissage ci-dessous.
<b>Variantes</b>	<p>Lorsque vous préparez la session, réfléchissez à quel moment vous souhaitez faire cet exercice : au début, avant d'aborder le DIDH ou à la fin, dans le cadre du renforcement et de l'évaluation de l'apprentissage.</p> <p>Fournissez aux apprenants le lien vers la <i>Déclaration universelle des droits de l'homme</i> et demandez-leur de lire l'intégralité de la déclaration et d'en discuter dans le cadre d'un travail en autonomie. Soulignez l'importance capitale des droits humains pour l'identité fondamentale de l'ONU et en tant que guide à la fois pour les mandats des missions et le comportement des agents de maintien de la paix.</p>

### Aide – Activité d'apprentissage 1.4.2 : Le droit international relatif aux droits humains : Débriefing détaillé

<b>Définition des droits humains</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Inhérents à tous les êtres humains</b> : Les droits humains s'appliquent à tous les individus, sans discrimination</li> <li>• <b>S'appliquent à toutes les considérations</b> : Nationalité, lieu de résidence, sexe, origine nationale ou ethnique, couleur de peau, religion, langue ou <b>tout autre statut</b></li> <li>• <b>Universels</b> : Chaque personne en bénéficie</li> <li>• <b>Indivisibles</b> : Ils ne peuvent pas être séparés, les différents droits se soutiennent mutuellement</li> <li>• <b>S'appliquent toujours</b> : Personne ne peut retirer les droits humains d'une personne (c'est-à-dire qu'une personne peut violer les droits humains d'une autre, mais en faisant cela, elle commet un crime).</li> </ul>
<b>Exemples de droits humains</b>	<p><b>DROITS CIVILS ET POLITIQUES :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Droit à la vie</li> <li>• Droit d'être à l'abri de la torture</li> <li>• Droit à la non-discrimination</li> <li>• Droit à la liberté d'expression</li> <li>• Droit à un procès équitable</li> <li>• Droit de ne pas être tenu en esclavage.</li> </ul> <p><b>DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Droit d'adhésion à un syndicat</li> <li>• Droit à l'éducation</li> <li>• Droit à l'alimentation</li> <li>• Droit au logement et aux soins médicaux</li> <li>• Droits à la sécurité sociale et au travail</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Droit à l'égalité de rémunération à travail égal.</li> </ul>
<b>Définition du droit international relatif aux droits humains</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le droit international protège les droits fondamentaux de chaque individu, à tout moment.</li> <li>• S'applique en temps de guerre comme en temps de paix, et à tous les êtres humains.</li> <li>• Protège les groupes vulnérables : Réfugiés, personnes déplacées internes, minorités, détenus, personnes handicapées, travailleurs migrants, femmes, enfants et personnes âgées.</li> <li>• <i>La Charte internationale des droits de l'homme</i>, pierre angulaire des droits humains, est composée des éléments suivants :             <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH)</li> <li>2. Deux pactes : Le pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le pacte relatif aux droits sociaux et politiques.</li> </ol> </li> <li>• <b>Il existe de nombreux traités spécialisés en droits humains</b> : Sur le génocide, les réfugiés, la torture, la discrimination raciale, les droits des enfants, la traite des êtres humains, les disparitions, la discrimination à l'égard des femmes et les droits de la femme.</li> <li>• <b>La Charte des Nations Unies et la DUDH renforcent le caractère universel et indivisible des droits humains.</b></li> </ul>
<b>Application au maintien de la paix</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le droit international humanitaire s'applique en temps de paix comme en temps de conflit. Il n'existe aucune situation où ces règles ne s'appliquent pas.</li> <li>• Toute violation des droits humains doit être signalée. Les violations des droits humains ne sont pas gérées de la même manière selon les missions. Les briefings dans le cadre des missions évoquent ces points.</li> <li>• Les agents de maintien de la paix sont des ambassadeurs de l'ONU. En tant qu'ambassadeurs, ils doivent respecter des normes strictes en matière de droits humains.</li> <li>• Ce respect s'applique aussi bien au comportement de chaque agent qu'aux opérations de maintien de la paix. L'ONU attend le même niveau d'exigence 24 heures sur 24, dans la vie privée comme dans la vie professionnelle.</li> </ul>

**Activité d'apprentissage facultative 1.4.3 : Droit international humanitaire – Qui est protégé ?**

<b>Méthode</b>	Visuels et discussion
<b>Objet</b>	Approfondir les connaissances des apprenants sur la manière dont le droit international humanitaire (DIH) protège les civils



	pendant les conflits armés, en se concentrant sur le principe de la distinction entre (a) les combattants et les civils, et (b) les biens civils et les objectifs militaires.	
<b>Temps imparti</b>	<b>10 à 30 minutes</b>	
	Présenter l'activité d'apprentissage, son objectif et son approche	1 à 2 min
	Constituer des groupes, des projets ou attribuer des images et des questions d'orientation. Informer du temps imparti.	1 à 2 min
	Travail de groupe	5 à 10 min
	Discussion	5 à 10 min
	Débriefing et conclusion en consolidant avec les messages clés	4 à 6 min
<b>Ressources</b>	Photos fournies et images supplémentaires obtenues par les instructeurs. (Diapositives 34 à 53)	
<b>Préparation</b>	<p>Recherchez des photos supplémentaires pour cette activité d'apprentissage, en ajoutant à la série fournie des images de personnes en situation de conflit armé ou violent ou de ses conséquences, de réfugiés et de migrants. Sélectionnez plusieurs images.</p> <p>Décidez de la manière dont vous allez gérer l'activité : en petits groupes, par groupes de trois, en distribuant des séries de photos, ou en plénière en projetant des images sélectionnées. Préparez les documents nécessaires (photos, copies des questions d'orientation). Adaptez les spécificités au temps disponible.</p> <p>Consultez les informations détaillées sur le débriefing fournies ci-dessous. La Partie A porte sur la protection des civils. La Partie B porte sur la protection dans les contextes humanitaires.</p> <p>Consultez le principe de la distinction disponible sur le site web du CICR : recherchez le Chapitre 1, Règle 1.</p>	
<b>Consignes</b>	<p>Pour l'activité d'apprentissage en plénière :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Projetez les images, d'abord pour la Partie A, puis pour la Partie B.</li> <li>2. Pour chaque image, posez aux apprenants les questions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Qui sont les civils ?</li> <li>• Qui sont les combattants ?</li> <li>• Qui a besoin d'être protégé par le droit international humanitaire ? Pourquoi ?</li> </ul> </li> </ol>	

	<p>3. Confirmez et corrigez les réponses au fur et à mesure que vous faites défiler les images.</p> <p>Pour l'activité d'apprentissage en petits groupes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Distribuez les images et les questions d'orientation.</li> <li>2. Demandez aux apprenants de discuter d'abord des images de la Partie A, puis de la Partie B.</li> <li>3. Les questions portent sur le principe de distinction, afin de distinguer les civils et les biens civils des combattants et des biens militaires.</li> <li>4. Passez d'un groupe à l'autre pour accompagner les discussions en petits groupes si nécessaire.</li> </ol>
<b>Débriefing</b>	<p>Si vous souhaitez des conseils détaillés sur le débriefing de cette activité d'apprentissage, consultez le matériel d'aide qui suit le tableau de l'activité d'apprentissage.</p> <p>Pour conclure, posez la question : « Pourquoi est-il important que les personnes impliquées dans les combats respectent les règles essentielles du DIH ? » Les apprenants peuvent suggérer des raisons morales ou éthiques de respecter les règles, en se concentrant sur la protection des civils, un sujet important dans le maintien de la paix de l'ONU.</p> <p>Invitez les participants à faire part de leurs observations sur le DIH appliqué aux événements actuels.</p> <p>En conclusion, insistez sur les règles essentielles du DIH.</p> <p>Terminez en rappelant ces messages clés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les règles qui exigent que les personnes impliquées dans les combats fassent la distinction entre les combattants et les civils, et entre les biens civils et les biens militaires, protègent et limitent les souffrances des civils. Le principe de la distinction est central.</li> <li>• Le DIH protège les personnes qui ne participent pas aux hostilités ou qui n'y participent plus : les civils, les blessés, les prisonniers, le personnel médical et les travailleurs humanitaires.</li> <li>• Le DIH défend les droits fondamentaux des civils, des victimes et des non-combattants dans le cadre d'un conflit armé.</li> <li>• De par leur nature, la distinction entre civil et combattant dans les conflits violents actuels n'est ni évidente ni stable.</li> </ul> <p><b>En cas de doute sur le fait qu'une personne soit un civil ou non, celle-ci est considérée comme civile.</b></p>
<b>Variantes</b>	<p>Demandez aux apprenants de rechercher et d'apporter au moins une photo de personnes en situation de conflit armé ou violent, de réfugiés ou de migrants. Invitez-les à montrer leur photo et demandez-leur d'indiquer si les personnes qui y figurent sont protégées par le DIH. Utilisez les photos et les réponses comme</p>

	<p>base de discussion, en précisant les spécificités de chacune d'entre elles.</p> <p>Cette activité d'apprentissage est également pertinente pour aborder la <i>Leçon 2.5 Protection des civils</i> dans le Module 2 plus en profondeur. Pensez à y revenir pour renforcer l'apprentissage lorsque vous abordez cette leçon.</p>
--	---

### **Aide – Activité d'apprentissage 1.4.3 : Réponses aux questions à débattre : Droit international humanitaire – Qui doit être protégé ? Aide au débriefing**

#### **PARTIE A : Protection des civils**

Numéros des photos : 1 à 10 (Diapositives 34 à 43)

#### **1. Qui sont les civils ? Qui sont les combattants ? Comment faire la distinction entre les civils et les combattants ?**

- Discutez du port des uniformes et de l'exposition claire des armes, etc. Les combattants peuvent porter des uniformes, parfois sans insignes, et exposer leurs armes. Ils peuvent être armés de fusils, conduire des chars et posséder d'autres armes. La nature des guerres a évolué, présentant de nouveaux acteurs armés. Les combattants regroupent aussi bien des soldats entraînés que des insurgés ou des guérilleros.
  - Demandez s'il est facile d'identifier les combattants et les civils dans toutes les situations, en se référant à des photos de personnes sans uniforme portant des armes (ce qui soulève la question des civils armés pour l'autodéfense).
  - Abordez également la question du sexe et de l'âge ou de la maturité des combattants.
- Le terme « civil » désigne toute personne qui ne participe pas ou plus directement aux hostilités ou à d'autres actes de violence. Cette définition implique que les civils peuvent être en possession d'armes, sans nécessairement avoir le statut de combattant.
  - En vertu du DIH, les civils qui possèdent des armes pour se défendre et/ou protéger leurs biens, mais qui n'ont pas participé ou ne participent pas actuellement à des hostilités, ont droit à une protection.
- Les civils sont protégés tant qu'ils ne participent pas aux hostilités.
  - Les civils perdent leur protection contre les attaques lorsqu'ils participent aux hostilités et aussi longtemps qu'ils y participent.
- La distinction entre civils et combattants peut s'avérer délicate.
  - Les insurgés ou les guérilleros vivent parfois au sein de la population civile.
  - Les civils peuvent être utilisés comme boucliers humains : situations dans lesquelles des civils ou d'autres personnes protégées sont utilisés pour protéger des objets militaires.

- En cas de doute sur le fait qu'une personne soit un civil ou non, celle-ci est considérée comme civile.

## **2. Quelles pourraient être les conséquences d'un manque de clarté dans la distinction entre civils et combattants ?**

- Lorsque les combattants se cachent parmi les civils et se font passer pour des civils, ils exposent la population civile à un risque d'attaque.
- Si des civils sont attaqués, les combattants à l'origine de cette attaque sont responsables de cette violation du DIH et peuvent être poursuivis pénalement pour cela. Toutefois, il ne faut pas oublier que les combattants qui se cachent parmi la population civile abusent de la protection dont bénéficient les civils et portent également une part de responsabilité dans les pertes civiles.

## **3. Pourquoi est-il important de protéger les civils ?**

- Lors des conflits armés, les civils sont souvent blessés ou tués involontairement. Les victimes civiles sont blessées par accident, comme conséquence involontaire du chaos des hostilités, mais elles sont aussi de plus en plus souvent délibérément visées. Les civils sont des victimes de la guerre et doivent être protégés.
- Discutez des personnes et des groupes vulnérables. Les agents de maintien de la paix doivent accorder une attention particulière aux besoins de protection des personnes ou des groupes les plus vulnérables à la violence ou les plus susceptibles d'en être la cible. Ces groupes comprennent souvent les filles et les garçons, les femmes, les groupes minoritaires tels que les minorités ethniques ou religieuses, les réfugiés, les personnes déplacées internes, les personnes handicapées, les blessés et les personnes âgées. L'un des aspects les plus difficiles des pertes civiles est que ce sont les personnes les plus vulnérables qui souffrent le plus, ce qui accroît la responsabilité de les protéger en vertu du DIH.
- Prendre pour cible des civils constitue un crime de guerre.

## **4. Les combattants doivent-ils être protégés dans certaines situations ?**

- Discutez à propos des combattants blessés, incapables de se battre et nécessitant des soins médicaux. Discutez des prisonniers et des détenus qui sont entre les mains de la partie qu'ils combattaient initialement.
- Tous les combattants ont le droit d'être protégés une fois qu'ils sont hors de combat. Cela peut être le cas lorsqu'ils sont blessés, se rendent ou sont faits prisonniers, et lorsqu'ils s'abstiennent de participer aux hostilités ou aux tentatives d'évasion.
- Parmi les symboles et signes bien connus utilisés pour exprimer l'intention de se rendre ou de négocier figure le fait de lever les mains ou de brandir un drapeau blanc.

**Dans la Partie A, soulignez ces règles essentielles spécifiques du DIH qui s'appliquent à la protection des civils :**

1. Les cibles civiles ne peuvent pas être attaquées. Les attaques ne doivent viser que des objets militaires.
2. Les civils et toute personne ne participant plus aux hostilités doivent être respectés et traités avec humanité.
3. Quiconque se rend, cesse de combattre ou est blessé ne doit pas être tué.
4. La torture est interdite en tout temps et en toutes circonstances.
5. Les combattants et les civils capturés doivent être respectés et protégés.
6. Il est interdit d'utiliser des armes ou des méthodes de guerre susceptibles de causer des blessures excessives ou des souffrances inutiles.
7. La prévention et la poursuite des crimes de guerre concernent les attaques contre les civils, le recrutement d'enfants, la torture des prisonniers et les violences sexuelles.

**PARTIE B : Protection des activités humanitaires (installations et personnel médical)**

Numéros des photos : 11 à 20 (Diapositives 44 à 53)

**1. Quels sont les emblèmes ? Pourquoi les emblèmes se trouvent-ils sur les véhicules et les bâtiments ?**

- Sur fond blanc, les symboles (ou emblèmes) de la Croix-Rouge, du Croissant-Rouge et du Cristal-Rouge représentent l'aide humanitaire impartiale apportée à ceux qui souffrent.
- Les emblèmes sont généralement utilisés pour protéger :
  - Les services médicaux des forces armées
  - Les hôpitaux civils en temps de guerre
  - Les malades et les blessés
  - Les travailleurs et les biens du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui comprend les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).
- La protection englobe le personnel médical, les établissements, les transports et les équipements.

**2. Pourquoi les activités humanitaires doivent-elles être protégées dans les conflits armés ?**

- Déclinez cette question générale en questions spécifiques :
  - Pourquoi les ambulances et les véhicules transportant des blessés doivent-ils être protégés ?
  - Pourquoi le personnel médical, comme les médecins et les infirmiers, doit-il être protégé ?

- D'un point de vue éthique, il est raisonnable de vouloir protéger les personnes blessées. Les civils étant protégés par le DIH, les ambulances qui les transportent et les hôpitaux qui les soignent doivent également l'être.
  - Une fois blessés ou ayant capitulé, les combattants sont hors de combat et ne peuvent plus être l'objet d'une attaque (à condition qu'ils ne participent plus aux hostilités).
- Pour mener à bien leurs activités humanitaires, les ambulances et le personnel médical doivent pouvoir accéder aux zones de conflit. Il est donc particulièrement important qu'ils soient protégés contre les attaques.
  - Cela inclut le personnel médical militaire.
  - Le personnel médical est là pour soulager les souffrances des blessés.
  - Les cibler serait inhumain et ne servirait aucun objectif militaire.
- Les membres du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) qui apportent une aide humanitaire ou toute autre forme d'assistance dans un pays doivent également être protégés.
- Selon le DIH, le fait de tirer sciemment sur un infirmier portant un emblème visible lors d'un conflit armé constitue un crime de guerre.
- Les agents de maintien de la paix ont pour mission d'instaurer un environnement sûr et sécurisé dans lequel les acteurs humanitaires peuvent opérer.

### **Pourquoi est-il important de ne pas utiliser les emblèmes à mauvais escient, par exemple pour tendre des pièges aux soldats ?**

- Les emblèmes de la Croix-Rouge, du Croissant-Rouge et du Cristal-Rouge servent à protéger les activités humanitaires, notamment les blessés, les installations médicales et le personnel médical.
- Les civils et les combattants doivent pouvoir se fier à la neutralité et à l'impartialité de ces emblèmes. C'est pourquoi l'**utilisation non autorisée d'emblèmes humanitaires est interdite** par le droit international et national. L'utilisation abusive des emblèmes est punissable en tant que crime de guerre.
- Le rôle du personnel médical est d'aider les gens et non de participer au conflit. L'utilisation abusive des emblèmes met en danger les personnes qui apportent leur aide, notamment les membres de la Croix-Rouge/du Croissant-Rouge et le personnel médical.
- S'il est possible d'aider les blessés, les souffrances résultant d'un conflit armé peuvent être limitées. L'utilisation abusive des emblèmes met également en danger les civils qui souffrent.

### **3. Quels sont les autres éléments à protéger ?**

- Voici quelques exemples de biens civils à protéger en vertu du DIH :
  - Les établissements médicaux tels que les cliniques et les hôpitaux

- Toute autre installation nécessaire à la survie de la population civile, y compris celles qui fournissent des denrées alimentaires, les zones agricoles pour la production de denrées alimentaires, des récoltes, du bétail, des installations et des réserves d'eau potable et des systèmes d'irrigation
- Les objets qui contiennent des forces dangereuses et qui, s'ils sont attaqués, peuvent causer des dommages excessifs à la population civile, tels que les usines nucléaires et chimiques et les barrages
- Les lieux culturels, tels que les écoles, les monuments historiques, les bâtiments consacrés à la religion, à l'art, à la science ou à des fins caritatives.

### **Dans la Partie B, soulignez ces règles essentielles spécifiques du DIH :**

- Les blessés et les malades doivent être recueillis et soignés.
- Le personnel médical et les établissements, transports et équipements médicaux doivent être respectés et protégés. Les emblèmes de la Croix-Rouge, du Croissant-Rouge et du Cristal-Rouge sont des signes de protection et doivent être respectés.

### **Références :**

Adapté des Ressources éducatives de la Croix-Rouge britannique, « Module 2 : Les situations de conflits armés », *Justice et équité : aborder le droit international humanitaire en travaillant sur les notions de justice et d'équité.*

### **Aide – 1.4.3 Support d'activité d'apprentissage : Droit international humanitaire – Qui doit être protégé ? Aide – Questions d'orientation à débattre**

#### **PARTIE A : Protection des civils**

1. Qui sont les civils ? Qui sont les combattants ? Comment faire la distinction entre les civils et les combattants ?
2. Quelles pourraient être les conséquences d'un manque de clarté dans la distinction entre civils et combattants ?
3. Pourquoi est-il important de protéger les civils ?
4. Les combattants doivent-ils être protégés dans certaines situations ?

#### **PARTIE B : Protection des activités humanitaires (installations et personnel médical)**

5. Quels sont les emblèmes ? Pourquoi y a-t-il des emblèmes sur les véhicules et les bâtiments ?
6. Pourquoi les activités humanitaires doivent-elles être protégées dans les conflits armés ?
7. Pourquoi est-il important de ne pas utiliser les emblèmes à mauvais escient, par exemple pour tendre des pièges aux soldats ?

8. Quels sont les autres éléments à protéger ?

**Aide – 1.4.3 Support d'activité d'apprentissage : Photos : Droit international humanitaire – Qui doit être protégé ?**

*Disponible sous forme de diapositives pour l'activité d'apprentissage, dans la Leçon 1.4 :*

- Diapositive 34 Réfugiés syriens
- Diapositive 35 Soldats congolais
- Diapositive 36 Enfants associés à une partie au conflit au Myanmar (les visages ont été floutés pour protéger les identités)
- Diapositive 37 Femmes soldats dans l'armée gouvernementale de la République démocratique du Congo
- Diapositive 38 Soldats et civils en Afghanistan
- Diapositive 39 Enfants afghans associés aux forces armées ou aux groupes armés
- Diapositive 40 Rebelles de l'Armée de résistance du Seigneur (ARS)
- Diapositive 41 Combattants libériens
- Diapositive 42 Soldats sud-soudanais
- Diapositive 43 Femmes combattantes manipulant des obus de mortier pendant le processus de désarmement et de démobilisation au Liberia
- Diapositive 44 Agent de maintien de la paix de l'ONU et personnel médical du CICR, prison de Port-au-Prince, Haïti
- Diapositive 45 Des membres du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge distribuent de l'aide en Côte d'Ivoire
- Diapositive 46 Emblème de la Croix-Rouge devant un hôpital, personnel médical avec l'emblème de la Croix-Rouge et un blessé
- Diapositive 47 Ambulance et personnel médical avec l'emblème du Croissant-Rouge en Syrie
- Diapositive 48 Personnel médical avec l'emblème du Croissant-Rouge, portant une personne blessée
- Diapositive 49 Membres du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge avec les emblèmes de la Croix-Rouge, du Cristal-Rouge et du Croissant-Rouge
- Diapositive 50 Ambulance aérienne, personnel médical avec l'emblème de la Croix-Rouge, et une personne blessée
- Diapositive 51 Ambulance portant l'emblème du Croissant-Rouge dans un nuage de gaz lacrymogènes lors d'une manifestation dans le quartier d'Al Ram, à Jérusalem-Est
- Diapositive 52 Personnel médical soignant une personne amputée dans un hôpital
- Diapositive 53 Personnel de la Croix-Rouge procédant à des exercices médicaux.



## Évaluation de l'apprentissage

Les formateurs sont également invités à :

- Sélectionner des questions dans la banque de questions ci-dessous et créer leur propre série de pré-tests, de post-tests et d'aide à l'apprentissage en autonomie pour les participants à la formation
- Élaborer d'autres questions d'évaluation en fonction des connaissances du groupe et de ses progrès en matière d'apprentissage, de l'évaluation de ses besoins et de ses lacunes.

1. Le cadre juridique guide les actions, les tâches et la conduite des opérations de maintien de la paix et de leur personnel.

**Réponse : Vrai**

2. Tout le personnel de l'ONU engagé dans des missions de maintien de la paix est soumis à des règles juridiques contraignantes figurant dans la Charte des Nations Unies.

**Réponse : Vrai**

3. Le droit international relatif aux droits humains (DIDH) ne s'applique qu'en temps de paix et non dans les situations de conflit armé.

**Réponse : Faux**

4. Les Conventions de Genève de 1949 visent principalement à réglementer les moyens et méthodes de combat en période de conflit armé.

**Réponse : Vrai**

5. La compréhension et le respect des règles d'engagement (RDE) et des directives sur le recours à la force (DRF) par la police sont essentiels pour que les agents de maintien de la paix de l'ONU puissent gérer efficacement des situations complexes lors de leurs missions.

**Réponse : Vrai**

6. Les agents de maintien de la paix de l'ONU sont tenus de suivre une formation sur le droit international humanitaire (DIH) afin d'être en mesure d'appliquer efficacement les principes sur le terrain.

**Réponse : Vrai**

7. Les agents de maintien de la paix de l'ONU doivent faire de la protection des civils et au respect des droits humains une priorité, même dans des situations difficiles et sous haute pression.

**Réponse : Vrai**

8. Lorsque le Conseil de sécurité autorise une opération de maintien de la paix, il ne doit pas nécessairement se référer à un chapitre spécifique de la Charte des Nations Unies.

**Réponse : Vrai**

9. Quel document constitue la pierre angulaire des droits humains, à savoir la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ?

- a. Les Conventions de Genève
- b. La Charte internationale des droits de l'homme
- c. Les protocoles additionnels
- d. Le droit international des réfugiés

**Réponse : B**

10. Qu'est-ce qui n'est PAS un exemple de droits civils et politiques ?

- a. Droit à l'éducation
- b. Droit à la vie
- c. Liberté d'expression
- d. Droit à un procès équitable

**Réponse : A**

11. Quel est l'objectif principal du droit international humanitaire (DIH) ?

- a. Promouvoir le développement économique
- b. Limiter l'impact humanitaire des conflits armés
- c. Accroître la puissance militaire
- d. Encourager les négociations politiques

**Réponse : B**

12. Le droit international humanitaire (DIH) est le \_\_\_\_\_ qui protège les droits humains fondamentaux de chaque individu en tout temps, y compris pendant les conflits armés.

**Réponse : droit international**

13. Les principales règles du droit international humanitaire (DIH) sont énoncées dans \_\_\_\_\_ de 1949 et dans les deux protocoles additionnels de 1977.

**Réponse : les Conventions de Genève**

14. Les règles d'engagement (RDE) et la directive sur le recours à la force (DRF) guident l'utilisation de la force conformément à la Charte des Nations Unies et au mandat du Conseil de sécurité, et elles sont conformes au \_\_\_\_\_ et au droit international relatif aux droits humains (DIDH).

**Réponse : droit international humanitaire (DIH)**

15. Parmi les autres documents juridiques applicables au maintien de la paix figurent le \_\_\_\_\_, les Principes directeurs relatifs au déplacement interne de personnes et le \_\_\_\_\_.

**Réponse : droit international des réfugiés, droit pénal international**